

ÉDITORIAL

Nucléaire civil, l'âge du contrôle

Tchernobyl, Fukushima : les deux grands drames du nucléaire civil se rappellent à notre souvenir. En Ukraine, trente ans après la pose d'un sarcophage provisoire sur le méphitique magma, une gigantesque arche de métal a recouvert pour cent ans le réacteur dont l'explosion eut des retombées radioactives sur toute l'Europe. Au Japon, un nouveau séisme en mer la semaine dernière a fait craindre un tsunami semblable à celui qui avait submergé la centrale côtière en 2011 et causé des fuites empoisonnées dont on vient d'apprendre que le coût financier sera le double de ce qui était prévu.

À vingt-cinq ans d'intervalle, ces catastrophes auraient pu détourner le monde du nucléaire civil. Ce ne fut pas le cas. Certes, des pays - l'Allemagne, l'Italie, la Belgique... - ont résolu de fermer leurs centrales, parfois dans un délai très court (les Allemands). Mais d'autres, et non des moindres - les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, dont la France, mais aussi l'Inde -, poursuivent sur la voie de l'atome civil, suivis par des pays du Moyen-Orient qui y voient un moyen de gérer l'après-pétrole.

Cela veut dire que le monde vivra encore longtemps avec le nucléaire. Il ne s'agit pas de s'en réjouir ou de s'en plaindre, mais de souligner, après le constat, la nécessité absolue que soient réunies partout deux conditions : une culture de sûreté et des instances de contrôle indépendantes. Sans elles, il est illusoire d'espérer que d'autres drames ne se produiront pas.

En Russie, Tchernobyl a obligé l'industrie nucléaire à revoir entièrement les matériels et la chaîne de production. Mais le doute subsiste sur l'indépendance des procédures de contrôle russes. Dans une démocratie comme le Japon, consciente de la nécessité de contre-pouvoirs et en pointe techniquement, le drame n'a pourtant pas été évité, car les exigences de sûreté imposées aux exploitants privés des centrales n'étaient pas suffisantes.

La France, hypernucléarisée, a su éviter le scénario noir. Elle ne le doit pas seulement à ses excellents ingénieurs et à une gestion publique qui met en avant l'intérêt général, mais aussi au fait qu'elle a su, enfin, se doter d'une autorité de sûreté (l'ASN) vraiment indépendante. C'est fondamental pour cantonner les risques inévitables du nucléaire civil à un niveau maîtrisable. Et il faut espérer que les pays qui sont en train de se doter de cette industrie pas comme les autres feront de cette exigence d'indépendance du contrôle l'alpha et l'oméga de leur politique énergétique.

ÇA VA FAIRE DU BRUIT

Police. Les policiers municipaux peuvent désormais être armés de pistolets semi-automatiques 9 mm, selon un décret paru hier au « Journal officiel » qui répond à une demande des syndicats de police municipale après l'attentat de Nice. Les agents municipaux auront également une formation obligatoire préalable et un entraînement à l'armement pour certaines « armes de catégorie D », telles que les matraques et tonfas, selon le décret.



« Nous avons exercé des sanctions sur la Russie qui ne sont pas de notre intérêt. Nous avons besoin de la Russie en raison de sa force dans les équilibres du monde. »

Arnaud Montebourg (PS), candidat à la primaire de la gauche.

5,32 C'est, en millions d'euros, le prix record atteint chez Sotheby's à Londres pour la partition de la Symphonie n°2 de Gustav Mahler.

sur **sudouest.fr**

La vidéo où Valls appelle le président tunisien « Ezzibi », ce qui signifie « pénis ».

Le coup de crayon de Large et Ulys

LE FAMEUX DÉJEUNER



ENTRETIEN

La robovolution : une chance pour l'homme

DANIÈLE BOURCIER Directrice de recherche au CNRS et spécialisée dans le droit et l'éthique numérique, la juriste sera demain à Arcachon

« **Sud Ouest** » Vous dites que les robots ont acquis une forme de dignité. N'est-ce pas un terme attaché à l'humain ?

Danièle Bourcier (1) Longtemps, les robots ont été considérés comme des esclaves assignés à des tâches répétitives, sales et dangereuses. Aujourd'hui, on leur confie des tâches sélectives de décision, de soins et de droit. Ils ont changé de statut. Pour autant, je n'ai pas les mêmes rapports avec un robot qui tond ma pelouse qu'avec un robot qui me dit quand prendre mes médicaments. L'homme projette quelque chose sur le robot. Le MIT de Boston a mené une expérience pour analyser les réactions de sujets devant lesquels on bat un robot. Ils ont trouvé cela insupportable. Comme un enfant qui voit sa poupée cassée : il s'agit d'un objet investi.

« Les êtres humains ne sont plus à leur place dans une société qui est en crise »

De cols bleus, les robots sont-ils devenus des cols blancs ?

Oui. Les personnes que l'on pensait indispensables ne le sont plus. Les réseaux de neurones appliqués aux juges peuvent calculer un préjudice selon une échelle de critères. Beaucoup de décisions en droit ne sont pas prises en son âme et conscience et sont calculables, sans charge émotionnelle. Pour désengorger les tribunaux, on peut confier de plus en plus de tâches à des modèles d'intelligence artificielle. Mais, à un moment



Danièle Bourcier est responsable du groupe Droit, gouvernance et technologies au Cerna. PHOTO DR

donné, il faudra statuer sur la responsabilité des robots.

Quelle est la place de l'homme ?

L'homme sera obligé de se remettre en cause, et avec lui ses activités professionnelles, ses spécialités et ses formations. Certains travailleront dans la robotique, d'autres resteront à faire ce qu'ils font. La « robovolution » amène à considérer le travail autrement dans une société où il y aura moins d'intermédiaires.

Tout cela ne pose-t-il pas un problème éthique ?

Je fais partie de la Cerna (Commission de réflexion sur l'éthique de la recherche en sciences et technologies du numérique) et planche sur un guide de préconisations avant la mise sur le marché d'une machine. Aujourd'hui, les données sont recueillies et traitées au même moment. Un des derniers exemples a été la victoire

d'une machine au jeu de go. Cela pose des problèmes de réversibilité. La loi sur la république numérique prévoit que l'administration doit répondre à la demande d'un particulier tenant à savoir sur quel fondement algorithmique a été prise une décision.

Stephen Hawking, Bill Gates et Elon Musk ont affirmé que l'intelligence artificielle constituait une menace pour l'humanité. Supplantera-t-elle l'intelligence humaine ?

Oui. On connaît aujourd'hui les limites de l'esprit humain. La place de l'homme est à retrouver. Les êtres humains ne sont plus à leur place dans une société qui est en crise. Mais c'est aussi une chance : celle de pouvoir lâcher des formes de pensée qui ne sont plus à jour.

Recueilli par Sabine Menet

(1) Elle interviendra demain, à 18 heures, au Palais des congrès d'Arcachon.